



**CONSEIL EUROPÉEN
LE PRÉSIDENT**



Bruxelles, le 24 May 2012
(OR. en)
EUCO 93/12
PRESSE 215
PR PCE 78

**Intervention du
président du Conseil européen, Herman Van Rompuy,
à l'issue du dîner informel des membres du Conseil européen**

J'ai convoqué cette réunion pour que les membres du Conseil européen puissent discuter des moyens permettant de stimuler la croissance en Europe. Il s'agissait ce soir de mettre la pression, de mobiliser les esprits et de clarifier les points de vue des uns et des autres.

La discussion sur la croissance n'est pas nouvelle. Nous avons déjà une stratégie commune en la matière et la croissance a toujours figuré parmi nos préoccupations. Toutefois, les travaux que nous menons sur la croissance ont été occultés par les efforts sans précédent que nous avons déployés pour assurer la stabilité financière de la zone euro. Mais, ce thème n'en est pas moins important.

Et, il ne faudrait pas se méprendre: il est évident qu'opposer la "réduction des déficits" et la "croissance" est un faux débat. Ce sont les deux faces d'une même médaille: il ne peut pas y avoir de croissance durable sans finances publiques saines, mais, sans croissance durable, les mesures visant à maîtriser notre niveau d'endettement auront été vaines.

Ce soir, nos discussions ont été ciblées et franches. J'ai écouté attentivement tous ceux d'entre nous qui se sont exprimés et nous avons préparé le terrain pour les décisions communes que nous prendrons dans cinq semaines en juin.

Pour commencer, nous avons évoqué les trois principaux piliers d'une stratégie pour la croissance reposant encore sur la stratégie Europe 2020. La stratégie Europe 2020 constitue la base de nos initiatives en faveur de la croissance. À court terme, nous articulerons nos travaux autour des trois piliers ci-après:

Premier point: nous devons mobiliser les politiques de l'UE afin de soutenir pleinement la croissance; deuxièmement, nous devons redoubler d'efforts pour financer l'économie grâce aux investissements et troisièmement, nous devons renforcer la création d'emplois.

P R E S S E

Dirk De Backer - Porte-parole du président - ☎ +32 (0)2 281 9768 - +32 (0)497 59 99 19
Jesús Carmona - Porte-parole adjoint du président - ☎ +32 (0)2 281 9548 / 5150 - +32 (0)475 65 32 15
press.president@consilium.europa.eu <http://www.consilium.europa.eu/>

EUCO 93/12

1
FR

Premièrement, nous devons mobiliser les politiques de l'UE afin de soutenir pleinement la croissance. Nous avons donc invité le Parlement européen et le Conseil à progresser rapidement sur des propositions législatives importantes, telles que l'acte pour le marché unique et la directive sur l'efficacité énergétique.

Nous devrions résoudre la dernière question en suspens concernant le brevet de l'UE avant la fin de la présidence danoise. Certains d'entre nous ont également demandé la mise en œuvre intégrale et cohérente de la législation existante, notamment en ce qui concerne la directive sur les services, et ont estimé qu'il fallait donner une impulsion décisive à la stratégie numérique. Il est nécessaire que la Commission et le Conseil poursuivent leurs travaux sur les moyens permettant de mieux utiliser le commerce international en tant que moteur de la croissance. Plusieurs accords commerciaux importants, qui seraient bénéfiques pour l'économie européenne, sont en cours de négociation.

Deuxième point: nous devons redoubler d'efforts pour financer l'économie grâce aux investissements et en améliorant l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit. Les réformes doivent aller de pair avec les investissements, et les fonds de l'UE peuvent jouer un rôle important à cet égard. À cet effet, le Conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement est invité à envisager une augmentation de capital d'ici juin, afin de financer des projets dans toute l'UE.

Nous saluons aussi l'accord politique intervenu entre le Conseil et le Parlement européen sur l'initiative relative aux emprunts obligataires UE-BEI pour le financement de projets, en vue de lancer cet été la phase pilote, première étape du processus. En juin, la Commission fera rapport sur la reprogrammation des fonds structurels existants destinée à soutenir la croissance, l'emploi et la formation. Certains d'entre nous ont également relevé que le Conseil devait poursuivre ses travaux et ses discussions sur la taxe sur les transactions financières et se pencher sur la question des retards de paiement. En juin, nous examinerons les moyens d'axer pleinement le prochain cadre financier pluriannuel sur des politiques favorisant la croissance et l'emploi.

Troisième point: nous devons renforcer la création d'emplois. C'est pourquoi l'UE et ses États membres investissent également dans les compétences et la formation. Pour promouvoir une reprise créatrice d'emplois, nous devons procéder à des réformes concrètes et prendre des mesures destinées à soutenir la demande de main-d'œuvre et la création d'emplois dans les principaux secteurs de l'économie.

Lors du suivi des recommandations par pays relatives aux politiques économiques, la plus grande importance devrait être accordée aux plans nationaux pour l'emploi, dont il faudrait tirer pleinement parti pour mieux stimuler les synergies entre les instruments nationaux et européens, y compris les fonds structurels, notamment pour lutter contre le chômage des jeunes. Une telle approche pourrait reposer sur les garanties pour la jeunesse ainsi que sur des stages de qualité. Certains d'entre nous ont fait observer que les travailleurs mobiles devraient être mieux soutenus et que la transférabilité des droits à pension et autres droits pourrait être améliorée.

Enfin, les tout derniers développements intervenus dans la zone euro ont fait l'objet d'une discussion approfondie, au cours de laquelle nous avons de nouveau affirmé notre volonté de préserver la stabilité financière et l'intégrité de la zone. Nos travaux ont en outre fait apparaître qu'il fallait faire entrer l'Union économique et monétaire dans une nouvelle phase. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité de renforcer l'union économique pour la hisser au même niveau que l'union monétaire.

En juin, je ferai rapport, en coopération étroite avec les présidents de la Commission, de l'Eurogroupe et de la Banque centrale européenne, sur les éléments essentiels et la méthode de travail qui permettront d'atteindre cet objectif. Divers points de vue ont été exprimés sur des questions telles que les euro-obligations, dans un horizon donné, un contrôle bancaire et une résolution des défaillances bancaires plus intégrés, et un système commun de garantie des dépôts.

À la fin de la réunion, nous avons également eu un échange de vues sur la situation politique et économique de la Grèce.

Au nom des dirigeants de la zone euro, je réaffirme que nous voulons que la Grèce reste dans la zone euro tout en respectant ses engagements.

Nous sommes pleinement conscients des efforts importants qu'ont déjà consentis les citoyens grecs.

La zone euro a fait preuve d'une solidarité considérable, près de 150 milliards d'euros ayant déjà été déboursés, avec la contribution du FMI, pour soutenir la Grèce depuis 2010. Nous veillerons à ce que les fonds et instruments structurels européens soient mobilisés pour mettre la Grèce sur la voie de la croissance et de la création d'emplois.

La poursuite des réformes essentielles visant à ramener la dette à un niveau supportable, à stimuler l'investissement privé et à renforcer les institutions constitue la meilleure garantie d'un avenir plus prospère dans la zone euro. Nous espérons qu'après les élections, c'est le choix que fera le nouveau gouvernement grec.
